



Communiqué sur les résultats de la Rencontre internationale pour le Droit à la Ville

Sao Paulo, Brésil, du 12 au 14 novembre 2014

La Rencontre internationale pour le droit à la ville (www.righttothecityplatform.org.br), qui s'est tenue les 12, 13 et 14 novembre 2014, a réuni 158 participants issus d'Amérique Latine, d'Afrique, d'Asie et d'Europe : représentants d'organisations non gouvernementales, de réseaux et forums, d'instituts de recherche, du secteur public, de mouvements populaires, de fondations et d'organisations internationales rassemblant au total 104 institutions de caractère international, régional, national et local.

La Rencontre a rendu possible la construction d'une **Plateforme globale pour le droit à la ville**, définissant les principes, les concepts, les thèmes, les engagements, les objectifs et un plan d'action pour avancer vers la des villes justes, démocratiques et durables. Parmi les thématiques traitées, ont émergé - entre autres - : les perspectives de mise en œuvre du droit à la ville, la sécurité des femmes dans les villes, les conflits urbains actuels, ainsi que les thèmes contenus dans le bilan de la recherche internationale sur les façons de mettre en place concrètement le droit à la ville dans diverses régions du monde.

L'idée de la Plateforme globale pour le droit à la ville a surgi en 2013 à l'occasion d'un atelier international intitulé « Avançons vers la mise en œuvre du droit à la ville en Amérique Latine et dans le monde » réalisé dans la ville de Mexico (les 17 et 18 octobre). Cet atelier avait pour objectif d'amender et de valider les résultats partiels de la recherche internationale sur la situation de ce droit dans les pays et les villes d'Amérique Latine (Brésil, Colombie ; Sao Paulo et Bogota), d'Europe (Espagne, Italie, France ; Londres, Hambourg, et Istanbul) et d'Afrique- Moyen - Orient (Afrique du Sud, Kenya ; Jérusalem et Le Caire). Peu de temps après, et au sein de ce même processus, des rencontres se sont tenues lors du 7ème Forum Urbain Mondial d'avril 2014 à Medellin, Colombie, pour discuter de la proposition de créer une Plateforme globale et des activités de formation sur les façons de mettre en œuvre le droit à la ville.

La Rencontre internationale pour le droit à la ville, à travers des ateliers et des tables rondes, a permis d'échanger autour des axes thématiques structurants de la Plateforme globale, à savoir : 1. Droits Humains dans la ville ; 2. Gouvernance démocratique et participative dans les villes ; 3. Urbanisation et usage durable du territoire et inclusion sociale ; 4. Développement économique et inclusion sociale dans les villes.

La Rencontre internationale a aussi servi à structurer les grandes lignes du plan d'action de la Plateforme globale, autour des axes suivants : 1. Stratégies de plaidoyer pour le droit à la ville ; 2. Recherche et formation sur le droit à la ville ; 3. Communication, sensibilisation et dimension culturelle de l'action pour le droit à la ville ; 4. Articulation et alliances de la Plateforme. Des groupes de travail ont été constitués pour élaborer ce plan d'action pour chacun de ces quatre axes. La participation à ces groupes était ouverte aux institutions, organisations, forums et réseaux intéressés pour intégrer la Plateforme globale pour le droit à la ville et collaborer à son développement.

Les organisations participantes ont largement contribué à l'élaboration de documents à travers leurs propositions et à la coordination des activités de la rencontre. Cela a permis l'émergence d'espaces de dialogue entre tous les participants pour la construction de la Plateforme.

La Rencontre a été un espace et un moment stratégique pour la construction d'une Plateforme globale et d'un mouvement international pour le droit à la ville, ainsi que pour contribuer à l'adoption d'engagements, de politiques publiques, de projets et d'actions autour du développement de villes justes, démocratiques, durables et inclusives à destination des instances des Nations Unies et des gouvernements nationaux et locaux.

En ce sens, la construction d'une Plateforme globale pour le droit à la ville est d'une importance cruciale pour renforcer les luttes sociales urbaines, locales et nationales, et leur articulation avec la mobilisation internationale, afin d'influer sur le processus de définition du Nouvel Agenda pour le Développement/ Objectifs pour le développement durable Post-2015, comme sur la Conférence des Nations Unies sur l'habitat (Habitat III) en 2016, les Forums Sociaux Mondiaux et les Forums Mondiaux Urbains de 2017.

Nombreux sont les défis à relever pour obtenir des avancées dans les années à venir en vue de la construction de villes justes, démocratiques, durables et inclusives. La Plateforme globale pour le droit à la ville se veut une référence en la matière.

Ainsi, les synergies et les convergences établies au cours de la Rencontre internationale ont permis de définir les prochaines étapes de la mobilisation:

1. Adhésion à la Plateforme Globale pour le Droit à la Ville

Début 2015, une Charte de Principes sera élaborée collectivement afin de permettre l'adhésion d'institutions, d'organisations, de forums, et de réseaux qui partagent les objectifs de la Plateforme. Cette Charte sera partagée avec tous les participants de la Rencontre et leurs réseaux de contacts, et sera disponible sur le site internet de la Plateforme (www.righttothecityplatform.org.br).

2. Espaces de construction de la Plateforme globale pour le droit à la ville

Le processus de discussion autour de la construction d'une Plateforme globale pour le droit à la ville se poursuivra au cours du premier semestre 2015, au sein d'espaces stratégiques comme le Forum Social Mondial de Tunis (24-28 mars) et à l'occasion de la seconde réunion préparatoire d'Habitat III (PrepCom) à Nairobi, Kenya (14-16 avril). Ces discussions s'appuieront sur les documents approuvés lors de la Rencontre internationale pour fixer les axes thématiques structurants de la Plateforme. Parallèlement, il est très important pour la construction et la diffusion de l'initiative de la Plateforme globale pour le droit à la ville de participer à des rencontres régionales et nationales, à des forums et d'investir des réseaux qui contribuent au renforcement de mouvements et qui promeuvent des actions locales et nationales relatives au droit à la ville, comme le 2^{ème} Forum Latino-Américain et des Caraïbes sur le logement adéquat et la ville, à Monterrey, Mexico (5-8 mai) et le VI^{ème} Forum Mondial des Villes pour les Droits Humains à Gwangju, Corée du Sud (14-18 mai).

3. Formes de participation à la Plateforme globale pour le droit à la ville

Pour les organisations et les institutions qui sont intéressées pour prendre part et contribuer à la Plateforme, l'adhésion pourra se concrétiser à travers la participation au sein des groupes de travail déjà mentionnés pour le développement et la mise en œuvre du Plan d'action élaboré pendant la rencontre. La Plateforme encouragera aussi l'organisation de forums ou la création de groupes régionaux de la Plateforme globale (Afrique, Asie, Europe, Amérique Latine et Amérique du Nord) formés par les institutions et les organisations de ces régions qui sont intéressées pour participer et réaliser des actions communes. En même temps, des forums ou des groupes nationaux pourront émaner de la plateforme, sur le modèle de ceux qui existent déjà comme le Forum national de réforme urbaine au Brésil.

La Plateforme globale pour le droit à la ville s'appuiera sur une coordination générale composée par des organisations et des réseaux internationaux qui manifestent leur intérêt pour assumer cette responsabilité et ce leadership. Les organisations internationales co-organisatrices de la Rencontre internationale sont considérées comme le noyau embryonnaire de la coordination de la Plateforme.

4. Publication y diffusion des résultats de la Rencontre internationale pour le droit à la ville

L'équipe organisatrice de la rencontre (Institut Polis, Institut brésilien de droit de l'urbanisme et la Coalition internationale pour l'habitat) est responsable de l'élaboration et de la diffusion des documents résultant de la Rencontre internationale pour le droit à la ville jusqu'à la fin du mois de janvier. Ceux-ci seront envoyés à tous les participants et seront disponibles sur le site internet de la Plateforme (www.righttothecityplatform.org.br). Il s'agit :

- De la Charte des principes pour l'adhésion à la Plateforme globale pour le droit à la ville
- De la présentation des axes thématiques structurants de la Plateforme globale pour le droit à la ville
- Du plan d'action, comprenant les modes d'organisation et de mobilisation de la Plateforme globale pour le droit à la ville
- Des actes de la Rencontre Internationale pour le droit à la ville
- Des enregistrements vidéo disponibles des séances de travail de la rencontre
- De la liste des participants et du bilan de la rencontre
- De la liste des contacts pour l'adhésion et la participation à la Plateforme globale pour le droit à la ville

La ville est un droit, pas une marchandise !

Organisations participantes à la Rencontre internationale pour le droit à la ville

- Action Aid
- Alliance Internationale des Habitants (AIH)
- Alliance pour les Villes / Cities Alliance
- Association brésilienne des municipalités - Associação Brasileira dos Municípios
- L'association des Maires du Brésil - Frente Nacional de Prefeitos - Brasil
- Hábitat para la Humanidad
- La Coalition Internationale pour l'Habitat / Habitat International Coalition (HIC)
- Comisión Inclusion social, Democracia participativa y Derechos humanos de CGLU - (CISDP)
- Le Fond Mondial pour le Développement des Villes (FMDV)
- Le Forum National de la Réforme Urbaine, Brésil - Fórum Nacional de Reforma Urbana (FNRU)
- La Fondation Avina
- La Fondation Ford
- L'Institut brésilien du droit de l'urbanisme - Instituto Brasileiro de Direito Urbanístico
- Le Ministère des Villes brésilien
- L'Institut Polis – Institut d'études, de formation et d'accompagnement sur les politiques sociales
- Les services des Relations internationale et le service des Droits humains de la ville de Sao Paulo, Brésil
- Shack/Slum Dwellers International (SDI)
- Women in Informal Employment, Globalizing and Organizing (WIEGO)